

Mots clés : Présidentielle - Royal - Sarkozy - Homosexuels

## **« Le projet de Ségolène Royal ouvre la voie à l'égalité Le projet de Nicolas Sarkozy promet une rupture porteuse de régressions »**

*Résumé : L'Inter-LGBT relève qu'en matière d'égalité des droits, les objectifs défendus par Ségolène Royal sont globalement conformes à ses revendications, quand les orientations de Nicolas Sarkozy lui semblent contraires. L'Inter-LGBT dénonce en particulier le projet d'union civile réservé aux couples homosexuels de Nicolas Sarkozy, un sous-mariage communautariste, stigmatisant, ghettoïsant et non républicain, qui remplacerait un pacs pourtant ouvert à tous les couples. Elle dénonce la vision essentialiste et différentialiste de l'homosexualité que promeut le candidat de l'UMP. Elle rappelle que sa future majorité présidentielle s'appuierait sur des parlementaires très mobilisés contre l'égalité des droits. Enfin, elle déplore le dialogue impossible entre Nicolas Sarkozy et la société civile. Pour toutes ces raisons, l'Inter-LGBT craint que l'élection éventuelle de Nicolas Sarkozy ne soit porteuse de régressions, quand au contraire celle de Ségolène Royal ouvrirait la voie à l'égalité des droits.*

Ce mardi 24 avril 2007, les associations du Conseil de l'Inter-LGBT ont analysé les projets des deux candidats restant à l'élection présidentielle, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, et ont voté une position commune pour ce second tour de l'élection présidentielle.

En premier lieu, les associations prennent acte de l'engagement de Ségolène Royal à faire progresser l'égalité des droits : réforme constitutionnelle afin d'élargir le principe d'égalité à la lutte contre toutes les discriminations, signature du protocole 12 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur l'interdiction générale de la discrimination, ouverture du mariage aux couples de même sexe, ouverture de l'adoption conjointe à tous les couples, concubins, pacsés, mariés, de même sexe ou de sexe différents, ouverture de l'adoption de l'enfant par le beau-parent, ouverture d'un débat sur le recours à l'insémination artificielle pour les couples de femmes, amélioration du pacs : Ségolène Royal s'engage. De même qu'elle s'engage à réformer le droit d'asile pour l'adapter à la protection nécessaire des personnes menacées ou persécutées liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre.

Sur tous ces objectifs, Nicolas Sarkozy a marqué son opposition. En outre, les options choisies par Nicolas Sarkozy en matière de santé inquiètent les associations (système de franchise, remise en cause du remboursement à 100 % des ALD). Enfin, elles dénoncent sa proposition d'un Union civile réservée aux couples de même sexe, qui remplacerait le pacs :

- c'est un sous-mariage parce que, malgré des obligations aussi contraignantes que celles du mariage, l'Union civile n'ouvre aucun droit lié à la filiation ;
- c'est une régression pour tous les couples qui n'auraient plus accès au pacs, cette alternative au mariage jugée adaptée pour plusieurs centaines de milliers d'entre eux ;
- c'est une solution communautariste, stigmatisante, ghettoïsante et non républicaine : les couples qui veulent se marier veulent pouvoir le faire comme tout le monde, et non se voir concéder un statut spécifique.

Par ailleurs, la conception essentialiste de l'homosexualité, qui trouverait son origine dans une « fragilité préalable », révolte l'Inter-LGBT. Pour justifier que l'homosexualité n'est ni un choix ni un péché, Nicolas Sarkozy a recours une vision compassionnelle et médicale de l'homosexualité, qui justifie le traitement différentialiste qu'il veut imposer aux couples de même sexe. Et récemment, le candidat de l'UMP n'a pu s'empêcher de dresser à plusieurs reprises des parallèles entre l'homosexualité, la pédophilie, le suicide, l'autisme, les comportements criminels qui tous trouveraient une explication dans cette « fragilité préalable ». L'Inter-LGBT dénonce ces thèses dont Nicolas Sarkozy se fait l'importateur en France.

De plus, l'Inter-LGBT rappelle que la majorité présidentielle sur laquelle s'appuierait Nicolas Sarkozy reposerait sur plus de 300 parlementaires réunis au sein d'une Entente très opposée à l'égalité des droits.

Enfin, l'Inter-LGBT regrette que le dialogue n'ait jamais été possible avec le candidat de l'UMP, malgré des efforts considérables de la part des associations pour tenter de l'ouvrir. Nicolas Sarkozy n'a jamais masqué son dédain pour les associations « *droits-de-l'hommes* ».

Pour toutes ces raisons, l'Inter-LGBT craint que l'élection éventuelle de Nicolas Sarkozy ne soit porteuse de régressions, quand celle de Ségolène Royal ouvrirait la voie à l'égalité des droits.

**Contact presse :** Alain Piriou, porte-parole, 06 82 25 59 47, [alain.piriou@inter-lgbt.org](mailto:alain.piriou@inter-lgbt.org)